Pontos

Politique de confidentialité

Pontos SAS

VERSION	PC-2026-11 (FR)
DATE	Novembre 2026
STATUT	En vigueur.

1 Qui traite vos données

Pontos SAS, société à mission, SIREN 929 054 344, RCS Bordeaux, 58 avenue Marcel Dassault, 33700 Mérignac.

Pontos intervient à deux titres différents, et cette distinction commande tout le reste.

Pontos est responsable de traitement pour ce qu'elle décide elle-même : la relation commerciale, la gestion des comptes et des abonnements, la facturation, le support et la prospection.

Pontos est sous-traitant pour les données traitées dans l'Assistant pour le compte d'un client. Lorsqu'un armement, une coopérative, une organisation de producteurs ou un acheteur souscrit un abonnement, c'est lui qui décide des finalités et qui répond aux demandes de ses équipages. Pontos exécute ses instructions, dans les conditions d'une annexe de sous- traitance qui fait partie du contrat.

Si vous êtes membre d'équipage, patron, ou salarié à terre d'une entreprise abonnée, adressez vos demandes à votre employeur. Pontos les lui transmettra de toute façon sans délai.

2 Données, finalités et bases légales

Cette section couvre les traitements dont Pontos est responsable. Les traitements opérés pour le compte d'un client abonné relèvent de la politique de ce client.

- Souscription et gestion du contrat : raison sociale, SIREN, nom, prénom, fonction et adresse électronique professionnelle du signataire, version des conditions acceptée, date et heure de l'acceptation. Base légale : exécution du contrat.
- Preuve de l'acceptation des conditions : les mêmes données, augmentées de l'adresse IP, du terminal utilisé et de l'empreinte numérique de la version acceptée. Base légale : obligation légale et intérêt légitime à se constituer une preuve.
- Facturation et recouvrement : coordonnées de facturation, montants, échéances, incidents de paiement. Base légale : exécution du contrat et obligation légale comptable.
- Gestion des accès : identifiant de connexion, adresse électronique, journaux de connexion. Base légale : exécution du contrat.
- Support : contenu des échanges avec l'équipe Pontos. Base légale : exécution du contrat.
- Prospection commerciale : nom, fonction, adresse électronique professionnelle, entreprise. Base légale : intérêt légitime, avec droit d'opposition à tout moment.

Aucune décision produisant des effets juridiques n'est prise sur le seul fondement d'un traitement automatisé. Les sorties de l'Assistant sont des éléments d'appréciation : les décisions appartiennent aux personnes.

3 Destinataires et localisation

Pontos ne vend ni ne loue de données personnelles. Les destinataires se limitent aux équipes Pontos qui en ont besoin et aux prestataires agissant sur instruction de Pontos, relevant des catégories suivantes.

- Hébergement et infrastructure : hébergement, bases de données, stockage et sauvegarde.
- Traitement par modèle de langage : traitement des échanges en langage naturel dans l'Assistant.
- Paiement et facturation : paiement, facturation, collecte de l'identité du signataire.
- Rendu cartographique : affichage des cartes et des positions dans l'interface.
- Données météorologiques et océanographiques : prévisions et conditions environnementales.
- Envoi d'emails transactionnels : emails d'authentification et emails de service.

L'identité de chaque prestataire évolue dans le temps. La liste en vigueur, nommant chaque prestataire et la localisation des données qu'il traite, figure dans l'annexe de sous-traitance du contrat et est communiquée à tout client sur demande.

Les données sont hébergées dans l'Union européenne. Si un transfert hors Union devenait nécessaire, il serait encadré par les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou par un autre mécanisme de l'article 46 du règlement, et cette politique serait mise à jour avant que le transfert n'ait lieu.

Pontos communique par ailleurs des données lorsqu'une obligation légale l'impose, notamment à une autorité judiciaire ou administrative habilitée.

4 Durées de conservation

- Preuve de l'acceptation des conditions : durée du contrat, puis cinq ans après son terme, délai de prescription des actions entre commerçants (article L110-4 du code de commerce).
- Données de compte et d'abonnement : durée du contrat, puis trente jours pour l'export prévu au contrat.
- Pièces comptables et factures : dix ans, au titre de l'article L123-22 du code de commerce.
- Journaux d'audit : sept ans.
- Sauvegardes techniques : trente-cinq jours, par rotation automatique.
- Enregistrements audio de reconnaissance vocale : soixante secondes, puis suppression.
- Données de prospection : trois ans à compter du dernier contact.

5 Vos droits

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation, d'opposition et de portabilité, ainsi que du droit de définir des directives sur le sort de vos données après votre décès. Ces droits s'exercent auprès du contact indiqué à la section 7.

Pontos répond dans un délai d'un mois, prolongeable de deux mois si la demande est complexe, auquel cas vous en êtes informé. Une pièce justificative d'identité peut être demandée en cas de doute raisonnable sur l'identité du demandeur.

Lorsque Pontos agit comme sous-traitant, au sens de la section 1, vos demandes sont transmises sans délai à l'entreprise responsable et c'est elle qui y répond.

6 Cookies

Le site pontos.ai ne dépose aucun cookie et n'utilise aucun outil de mesure d'audience. L'Assistant utilise uniquement des cookies strictement nécessaires à l'authentification et au fonctionnement du service, qui ne requièrent pas votre consentement. Aucun cookie publicitaire n'est déposé.

Les pages de paiement sont servies par notre prestataire de paiement, qui dépose ses propres cookies nécessaires à la sécurité de la transaction.

7 Contact et réclamation

Pour toute question relative à cette politique ou pour exercer vos droits : privacy@pontos.ai, ou par courrier à Pontos SAS, 58 avenue Marcel Dassault, 33700 Mérignac.

Pontos n'a pas désigné de délégué à la protection des données. Le contact ci-dessus traite l'ensemble des demandes.

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez saisir la Commission nationale de l'informatique et des libertés, 3 place de Fontenoy, 75007 Paris, ou déposer une réclamation en ligne sur son site.